



N° 22-375

**ARRETE DE VOIRIE PORTANT PERMIS DE  
STATIONNEMENT**                      **Le 12 juin 2022**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRETES DU MAIRE**

\*\*\*\*\*

**Le Maire de la Ville de SAINTE GENEVIEVE DES BOIS,**

**VU** la loi n° 83-8 du 07 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,

**VU** la délibération n° 14171 du 17 décembre 2019 relative à la tarification pour l'occupation du domaine public,

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2213.6

**VU** la Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment l'article L3111.1,

**VU** le Code de l'urbanisme notamment ses articles L421-1 et suivants,

**VU** le Code de la Route, notamment l'article L414-1

**VU** le Code de la Voirie Routière,

**VU** le Code de la route et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre 1- 8e partie \_ signalisation temporaire - approuvée par l'arrêté interministériel du 06 novembre 1992 modifié,

**VU** l'arrêté n°20-575 en date du 20 novembre 2020, portant délégation de signature à Madame Corinne MICHEL, Directrice du Centre Techniques Municipal

**VU** la demande en date du **9 juin 2022** pour effectuer le changement du torréfacteur de **la boutique LES CAFES DE MOLINA** au **24 avenue Gabriel Péri – 91700 SAINTE GENEVIEVE DES BOIS**

**ARRETE**

**ARTICLE 1 : Autorisation**

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public comme énoncé dans sa demande :  
**STATIONNEMENT POUR CHANGEMENT DE TORREFACTEUR au  
n° 24 AVENUE GABRIEL PERI (2 emplacements de  
stationnement)**

A charge pour lui de se conformer aux dispositions des articles suivants :

**ARTICLE 2 : Validité et renouvellement de l'arrêté remise en état des lieux**

La présente autorisation est délivrée à titre précaire et révoquant, et ne confère aucun droit réel à son titulaire : elle peut être retirée à tout moment pour des raisons de gestion de voirie sans qu'il puisse résulter, pour ce dernier, de droit à indemnité.

**Elle est consentie en ce qui concerne l'occupation du domaine public pour une durée de 1  
jour(s) pour la ou les journées JEUDI 16 JUIN 2022,**

### **ARTICLE 3 : Emplacement réservé**

Le stationnement à emplacement réservé est **INTERDIT** à tous véhicules autres que celui du pétitionnaire.

**Le permissionnaire est tenu de respecter le principe et les règles du stationnement selon les dispositions du Code de la Route (stationnement unilatéral – alterné – semi mensuel et sur chaussée, sauf indications contraires**

### **ARTICLE 4: Prescriptions techniques particulières**

La circulation des piétons sur les trottoirs, sur les dépendances sera maintenue sur une largeur minimale de 1,40 m si la largeur du trottoir, de la dépendance existant(e) est supérieure à 1,40 m, sur une largeur égale à celle du trottoir, de la dépendance dans le cas contraire.

Le dépôt devra impérativement ne pas entraver le libre écoulement des eaux dans le fossé, le caniveau,

### **ARTICLE 5 : Barriérages**

Le barriérage sera installé par les services techniques municipaux.

Le permissionnaire sera responsable du barriérage durant la période mentionnée à l'article 7 du présent arrêté.

### **ARTICLE 6 : Responsabilité**

Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par la signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter du déménagement.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation de ne serait pas conforme aux prescriptions techniques définies précédemment, le bénéficiaire sera mis en demeure de remédier aux malfaçons, dans un délai au terme duquel le gestionnaire de la voirie se substituera à lui. Les frais de cette intervention seront à la charge du bénéficiaire et récupérés par l'administration comme en matière de contributions directes,

### **ARTICLE 7 : Formalités d'urbanisme**

Le présent arrêté ne dispense pas le bénéficiaire de procéder, si nécessaire, aux formalités d'urbanisme prévues par le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L421-1 et suivants,

### **ARTICLE 8 : Ampliation du présent arrêté sera faite à :**

Secrétariat Général de la Ville de STE GENEVIEVE DES BOIS,  
Les Services Techniques de la Ville de STE GENEVIEVE DES BOIS,  
Monsieur le Directeur de l'Entreprise **LES CAFES DE MOLINA**  
Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie de STE GENEVIEVE DES BOIS,  
Monsieur le Directeur Général des Services Techniques,  
**Tous les agents placés sous leur autorité sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.**

Fait en Mairie de Sainte Geneviève des Bois,  
Le 12 juin 2022



Pour le Maire,  
Corinne MICHEL  
Directrice du Centre Technique Municipal